

**NOTES
DE L'IFRI**

ASIE.VISIONS, N° 138

FÉVRIER
2024



Replacer l'Amérique du Sud sur la carte française de l'Indo-Pacifique

Convergences politiques, économiques
et pistes de coopération

Centre Asie

Céline PAJON

L’Ifri est, en France, le principal centre indépendant de recherche, d’information et de débat sur les grandes questions internationales. Créé en 1979 par Thierry de Montbrial, l’Ifri est une fondation reconnue d’utilité publique par décret du 16 novembre 2022. Elle n’est soumise à aucune tutelle administrative, définit librement ses activités et publie régulièrement ses travaux.

L’Ifri associe, au travers de ses études et de ses débats, dans une démarche interdisciplinaire, décideurs politiques et experts à l’échelle internationale.

Les opinions exprimées dans ce texte n’engagent que la responsabilité de l’auteur.

ISBN : 979-10-373-0828-3

© Tous droits réservés, Ifri, 2024

Couverture : © HasanBM/Shutterstock

Comment citer cette publication :

Céline Pajon, « Replacer l’Amérique du Sud sur la carte française de l’Indo-Pacifique. Convergences politiques, économiques et pistes de coopération », *Asie.Visions*, n° 138, Ifri, février 2024.

Ifri

27 rue de la Procession 75740 Paris Cedex 15 – FRANCE

Tél. : +33 (0)1 40 61 60 00 – Fax : +33 (0)1 40 61 60 60

E-mail : accueil@ifri.org

Site internet : ifri.org

Asie.Visions

L'Asie, et son pendant maritime l'Indo-Pacifique, émergent comme le centre névralgique des relations internationales contemporaines, du fait de leur poids économique et commercial, technologique, démographique, militaire, et donc politique. À travers sa collection ***Asie.Visions***, le Centre Asie de l'Ifri explore cette vaste région *via* ses facettes politique, économique, sécuritaire et sociale et selon des échelles locale, nationale, régionale ou internationale, alternant les approches aréales, thématiques et sectorielles. Le Centre Asie mobilise pour ce faire ses propres chercheurs ainsi qu'un réseau d'experts internationaux, souvent basés en Asie. La collection ***Asie.Visions*** vise ainsi à jeter un pont entre l'Asie et l'Europe en offrant des perspectives croisées et originales.

Comité de rédaction

Rédacteur en chef : Marc Julienne

Rédacteur en chef adjoint : Françoise Nicolas

Équipe de rédaction : Céline Pajon, John Seaman

Autrice

Céline Pajon est chercheuse, spécialiste du Japon et de l'Indo-Pacifique à l'Ifri depuis 2008. Elle analyse les évolutions de la politique étrangère et de défense japonaise. Elle suit également les grands débats de la vie politique nipponne. Ses recherches couvrent enfin les relations internationales et la géostratégie de la région indopacifique. Elle pilote le programme de recherche sur l'Océanie, mis en place en mars 2022. Céline Pajon est également chercheuse senior à la Chaire Japon de Vrije Universiteit Brussels (VUB) et chercheuse associée au Canon Institute for Global Studies (CIGS) à Tokyo.

Résumé

La France adopte une vision large de l'Indo-Pacifique, qui s'étend de la péninsule arabique et des côtes est de l'Afrique aux limbes orientales du Pacifique. Les pays de la côte occidentale de l'Amérique du Sud (Colombie, Équateur, Pérou, Chili) en forment le voisinage immédiat. Pour autant, ils restent absents de la réflexion stratégique française et européenne sur la zone indopacifique.

Cette note propose des pistes de réflexion et formule des recommandations pour un réengagement avec les pays sud-américains du Pacifique, en particulier le Chili.

Avec l'année 2024 s'ouvre une fenêtre d'opportunité pour un rapprochement de la France avec ces pays : la convergence des positionnements politiques autour de la défense d'un ordre international multilatéral fondé sur des règles, y compris en mer, de la préservation de la souveraineté dans le contexte de la rivalité sino-américaine, et de l'émergence de la zone indopacifique comme nouveau centre névralgique du monde offrent de nouvelles opportunités de coopération diplomatiques et sécuritaires.

Les pays de la façade pacifique de l'Amérique du Sud, importants fournisseurs de minerais stratégiques, sont par ailleurs des partenaires clés pour la mise en œuvre de la double transition énergétique et numérique, et dans la lutte contre le changement climatique. L'Union européenne (UE) a amorcé un rapprochement stratégique avec ces États à la faveur du Sommet UE-CELAC (États d'Amérique latine et des Caraïbes) de juillet 2023. La France devrait se positionner à ses côtés pour remettre ces pays sur son radar diplomatique dans le contexte d'un nouvel ordre international en formation.

Abstract

France has a broad vision of the Indo-Pacific, extending from the Arabian Peninsula and the eastern coasts of Africa to the eastern fringes of the Pacific. The countries along the western coast of South America (Colombia, Ecuador, Peru, Chile) form its immediate vicinity. However, they are absent from French and European strategic considerations regarding the Indo-Pacific region.

This report suggests avenues for reflection and formulates recommendations for reengagement with the South American Pacific countries, particularly Chile.

This year 2024, a window of opportunity opens for France to draw closer to these countries: the convergence of political stances around the defense of a rules-based multilateral international order, including at sea, the preservation of sovereignty amidst Sino-American rivalry, and the emergence of the Indo-Pacific as a new global focal point present new opportunities for diplomatic and security cooperation.

The countries along the Pacific coast of South America, significant suppliers of strategic minerals, are key partners in implementing the twin green and digital transition and combating climate change. The European Union (EU) has initiated a strategic rapprochement with these states following the EU-CELAC Summit (Community of Latin American and Caribbean States) in July 2023. France should work alongside the EU to reintegrate these countries into its diplomatic focus within the context of an evolving international order.

Sommaire

INTRODUCTION	7
DES PARTENAIRES AFFINITAIRES DANS UN ORDRE INTERNATIONAL EN MUTATION	10
Influence chinoise, ambivalences locales	11
Autonomie stratégique et diversification des partenariats.....	14
Multilatéralisme et diplomatie climatique	15
L'INDO-PACIFIQUE, UN ESPACE DE RÉFLEXION ET DE COOPÉRATION EN COMMUN.....	17
Une réflexion balbutiante	17
Face aux menaces, une coopération maritime à développer	20
Le Pacifique insulaire, point d'ancrage de la coopération stratégique avec la France.....	23
L'Antarctique, terrain de coopération scientifique et diplomatique	26
DES PARTENAIRES STRATÉGIQUES POUR LA TRANSITION ÉNERGÉTIQUE.....	30
La Chine très présente sur le secteur des minerais stratégiques.....	30
Le réinvestissement européen dans l'accès aux minerais stratégiques	32
Les atouts de la France et de l'UE : normes ambitieuses, transfert de technologie	34
CONCLUSION	36
Recommandations pour la France.....	36

Introduction

Sur les cartes françaises d'un Indo-Pacifique qui s'étend de la péninsule arabique et des côtes est de l'Afrique aux limbes orientales du Pacifique, le continent latino-américain figure généralement à l'endroit où déposer la légende.

Cette marginalisation cartographique reflète le manque d'intérêt de la France pour ces pays, l'Amérique latine étant communément décrite comme l'« angle mort » de la diplomatie française¹. Sur ce continent, l'attention de la France est d'abord tournée vers les poids lourds, Mexique et Brésil, ce dernier partageant sa frontière avec la Guyane française. C'est oublier que le Chili, avec l'Île de Pâques, est le voisin oriental de la Polynésie française.

Les pays de la façade pacifique de l'Amérique du Sud, objet de la présente note – à savoir Colombie, Équateur, Pérou, Chili – se retrouvent également au cœur d'enjeux stratégiques cruciaux pour la France, de la sécurisation du domaine maritime à l'accès aux minerais stratégiques, de la lutte contre le changement climatique et ses effets à la préservation du multilatéralisme, et de la souveraineté dans le contexte de la rivalité géostratégique sino-américaine.

Ces questions occupent une place centrale dans la stratégie de la France en Indo-Pacifique. Formulée en 2019², cette stratégie vise à protéger les intérêts souverains dans la zone, réduire les risques d'instabilité dus aux tensions interétatiques, à l'expansion chinoise et aux menaces transversales comme le changement climatique ou la pêche illégale, tout en favorisant la coopération multilatérale pour dépasser la compétition sino-américaine³. L'approche française s'articule avec la stratégie de l'Union européenne (UE) qui décline dans l'Indo-Pacifique ses priorités politiques liées à la transition verte et numérique, la gouvernance de l'océan, et qui met l'accent sur la mise en place de chaînes de valeur résilientes, en particulier dans les secteurs des semi-conducteurs et minerais critiques⁴.

1. G. Estrada, « Quarante ans de politique étrangère de la France en Amérique latine : les avatars de "l'angle mort" de la diplomatie française », *Les Études du CERI. Amérique latine. L'Année politique 2021*, 2022, p. 50, www.sciencespo.org.

2. Voir la version actualisée de la stratégie : « La stratégie de la France dans l'Indopacifique », Ministère de l'Europe et des Affaires étrangères, février 2022, www.diplomatie.gouv.fr.

3. J. Bachelier et C. Pajon, « La France dans l'Indo-Pacifique. Pour une posture stratégique pragmatique », *Focus stratégique*, n° 117, Ifri, octobre 2023, www.ifri.org.

4. « Joint Communication to the European Parliament and the Council – The EU Strategy for Cooperation in the Indo-Pacific », Commission européenne, février 2022, www.eeas.europa.eu.

Alors que leur importance géopolitique est dorénavant indéniable, les pays de la façade pacifique de l'Amérique du Sud restent absents de la réflexion stratégique française et européenne sur l'Indo-Pacifique⁵. Il convient toutefois de ne pas penser la région indopacifique *ex nihilo*, mais d'en reconnaître les liens de voisinage et ses connexions avec ses jointures occidentales (Eurasie et Asie de l'Ouest) et orientales (continent américain)⁶. L'Observatoire stratégique de l'Amérique latine mis en place par la Direction générale des relations internationales et stratégiques (DGRIS) du ministère des Armées et co-piloté par deux chercheurs du Centre de recherches internationales (CERI) de Sciences Po a d'ailleurs commencé à y contribuer⁷.

Dans le prolongement d'une réflexion autour d'une approche plus pragmatique de la stratégie française, organisée autour de stratégies sous-régionales, cette note propose des pistes de réflexion pour une meilleure intégration des pays sud-américains du Pacifique, en particulier le Chili, un partenaire particulièrement prometteur et en pointe en matière de réflexion sur l'Indo-Pacifique. Par souci de concision, cette note ne traitera pas des relations avec le Mexique et le Panama. Ces deux pays occupent toutefois des positions stratégiques pour la France en Indo-Pacifique. Le canal du Panama reliant les océans Atlantique et Pacifique commande les flux maritimes essentiels pour l'Europe⁸. Par ailleurs, la contestation par le Mexique de la souveraineté française sur le petit atoll inhabité de Clipperton occupe une place prépondérante dans la coopération bilatérale dans le théâtre pacifique et structure les déploiements navals français dans la zone⁹.

Avec l'année 2024 s'ouvre une fenêtre d'opportunité pour un rapprochement de la France avec les pays de la façade pacifique de l'Amérique du Sud : symboliquement d'abord, puisqu'elle marque le sixième anniversaire de la tournée historique du Général de Gaulle en Amérique latine¹⁰. Plus largement, la convergence des positionnements politiques autour de la défense d'un ordre international multilatéral fondé sur des règles, de la préservation de la souveraineté dans le contexte de la rivalité sino-américaine, et de l'émergence de la zone indopacifique comme nouveau centre névralgique du monde offrent de nouvelles opportunités de

5. « La stratégie française pour l'Indopacifique : des ambitions à la réalité », Rapport d'information n° 285 (2022-2023), Sénat, déposé le 25 janvier 2023, p. 12, www.senat.fr.

6. Voir par exemple : C.-A. Paillard, « La rivalité croissante entre la Chine et les États-Unis dans l'Indopacifique va-t-elle impacter l'Amérique latine ? », *Études Marines numéro 25 : Regards sur l'Indopacifique*, Centre d'études stratégiques de la Marine (CESM), décembre 2023, p. 42-49, www.defense.gouv.fr.

7. Voir le site de l'Observatoire stratégique de l'Amérique latine : www.defense.gouv.fr.

8. « En manque d'eau, le canal de Panama restreint le passage des bateaux pour une durée d'un an », *La Tribune*, 25 août 2023, www.latribune.fr.

9. « Clipperton, la France des confins du Pacifique », *Brèves Marines n° 276*, CESM, 17 juin 2023, www.defense.gouv.fr.

10. M. Vaïsse (dir.), *De Gaulle et l'Amérique latine*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2014, www.books.openedition.org.

coopération diplomatiques et sécuritaires. En outre, la prise en compte des complémentarités dans les domaines clés que sont la double transition énergétique, la sécurité économique mais aussi la lutte et l'adaptation au changement climatique, ainsi que la coopération technique et scientifique, appelle à un rapprochement entre les pays sud-américains du Pacifique et la France, ainsi qu'avec l'UE. L'Union a amorcé un rapprochement stratégique avec ces États à la faveur du Sommet UE-CELAC (États d'Amérique latine et des Caraïbes) de juillet 2023¹¹. La France devrait se positionner dans son sillage et en complémentarité des démarches de l'Union, en faisant valoir son positionnement spécifique dans le Pacifique et ses atouts en matière de sécurité maritime, atténuation et adaptation au changement climatique, excellence scientifique et universitaire.

11. Sommet UE-CELAC, 17-18 juillet 2023, www.consilium.europa.eu.

Des partenaires affinitaires dans un ordre international en mutation

Dans un ordre international en pleine recomposition, marqué par la compétition sino-américaine, la montée de puissances révisionnistes et l'émergence d'un « Sud global » revendiquant sa liberté de positionnement stratégique ainsi qu'une représentation accrue au sein des instances internationales, les pays du Pacifique latin¹² deviennent des acteurs politiques et économiques de poids.

L'Amérique latine a récemment été décrite par le ministre espagnol des Affaires étrangères comme la région « la plus euro-compatible du monde¹³ ». De fait, le partage de valeurs communes et l'attachement à la démocratie, au multilatéralisme et au respect du droit international forment le socle de relations ancrées dans l'histoire et régulièrement mises en avant, comme dans le communiqué conjoint des présidents Macron et Boric (Chili) en juillet 2023¹⁴. En tant que nation des droits de l'homme, la France jouit d'une image particulièrement positive, ancrée dans une vision romantique qui s'appuie sur l'héritage culturel latin et les figures illustres de l'indépendance des nations sud-américaines, inspirées par l'esprit des Lumières.

Pour autant, les Occidentaux ont été surpris des réactions contrastées des pays latino-américains à la suite de l'invasion de l'Ukraine par la Russie, reflétant pour certains l'importance du partenariat avec Moscou pour la coopération industrielle de défense, l'importation d'engrais, ou en termes d'influence¹⁵. Les nations de la façade Pacifique (Chili, Pérou, Équateur, Colombie) ont, quant à elles, toutes condamné la Russie, montrant une convergence de vues plus importantes avec les positions du G7, sans toutefois aller jusqu'à prendre des sanctions contre Moscou.

12. Dans cette note, la Colombie, l'Équateur, le Pérou et le Chili pourront être indifféremment désignés comme pays du Pacifique latin, pays sud-américains du Pacifique, pays de la façade pacifique de l'Amérique du Sud. Le concept de « Pacifique latin », élaboré par Andres Borquez, est explicité plus loin dans la note. Pour plus de détails, lire A. Borquez, « Mirando a Asia desde el Latino Pacifico », *Diaro Financiero*, 26 septembre 2023, www.df.cl.

13. Déclaration de José Manuel Albares, ministre des Affaires étrangères de l'Espagne, Sommet UE-CELAC, 17-18 juillet 2023, www.consilium.europa.eu.

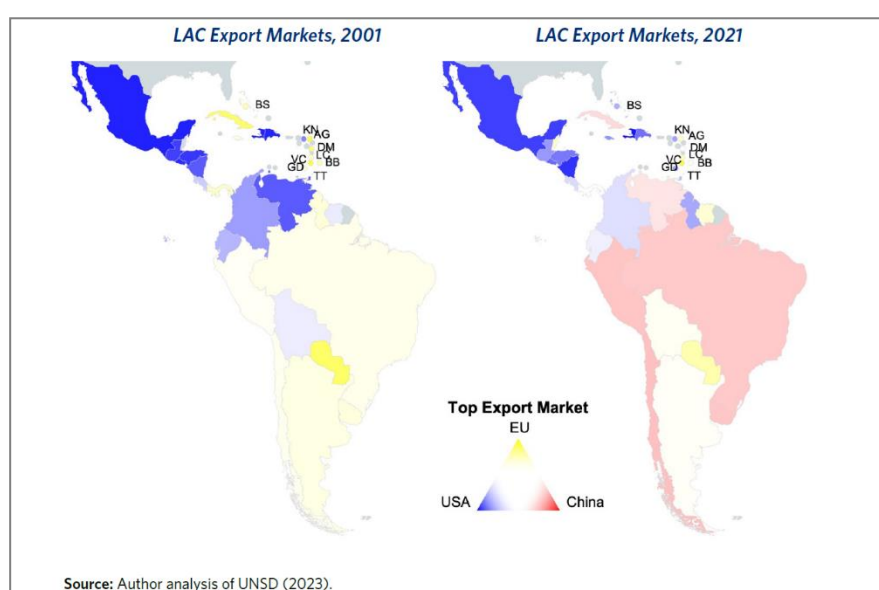
14. Déclaration conjointe du président de la République Emmanuel Macron et du président de la République du Chili Gabriel Boric, 21 juillet 2023, www.elysee.fr.

15. G. Estrada, « Conséquences stratégiques de la guerre en Ukraine pour l'Amérique latine », avril 2023, p. 7-8, www.defense.gouv.fr.

Influence chinoise, ambivalences locales

La Chine est désormais le premier partenaire économique de l'Amérique du Sud (notamment au Chili, au Pérou, en Argentine et au Brésil), et le second de l'Amérique latine. En 2021, les échanges commerciaux s'évaluent à près de 450 milliards de dollars, contre 15 milliards dollars en 2000, 275 milliards en 2013, et pourraient grimper à 700 milliards de dollars en 2035¹⁶.

Principaux marchés d'exportation des pays d'Amérique latine et des Caraïbes, 2001 et 2021



Source: Author analysis of UNSD (2023).

Source : "China-Latin America and the Caribbean Economic Bulletin", Global Development Policy Center, 20 avril 2023¹⁷.

En 2020, la Chine représentait 34 % du commerce total du Chili, 28 % du Pérou, 19 % Équateur et 18 % de la Colombie¹⁸. Ces relations sont, en outre, asymétriques, les pays latino-américains exportant à 90 % des produits primaires (notamment des minerais – voir *infra*) et important dans la même proportion des produits industriels chinois¹⁹. Les relations commerciales structurellement déséquilibrées se caractérisent par un déficit qui se creuse, encore récemment à la faveur de la crise économique liée à la pandémie de 2020²⁰.

16. D. Roy, « China's Growing Influence in Latin America », *Backgrounder*, Council on Foreign Relations (CFR), 15 juin 2023, www.cfr.org.

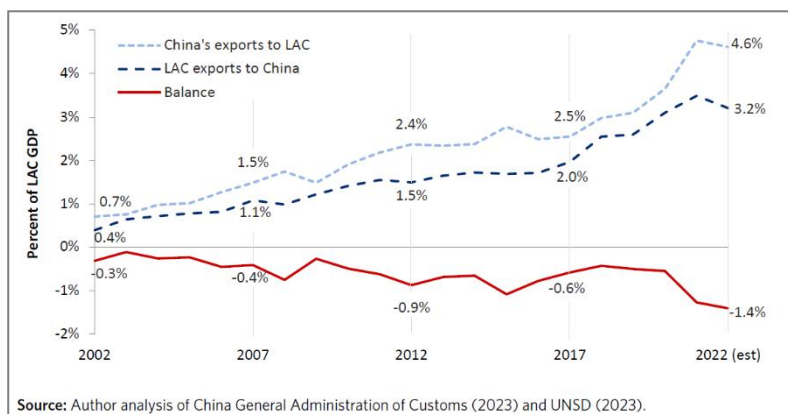
17. « China-Latin America and the Caribbean Economic Bulletin », Global Development Policy Center, 20 avril 2023, www.bu.edu.

18. D. Roy, « China's Growing Influence in Latin America », *op. cit.*

19. O. Dabène et F. Louault, *Atlas de l'Amérique latine. Polarisation politique et crises*, Paris, Autrement, 2022, p. 82-83.

20. Par exemple en Colombie : L. Lee et R. Woo, « China Upgrades Diplomatic Ties with Close US Ally Colombia », Reuters, 25 octobre 2023, www.reuters.com.

Balance commerciale des biens entre la Chine et les États d'Amérique latine, 2002-2022



Source : "China-Latin America and the Caribbean Economic Bulletin", *op. cit.*²¹

Au cours des deux dernières décennies, les pays d'Amérique du Sud ont également été l'objet d'investissements massifs de la part de la Chine, notamment dans le cadre des Nouvelles routes de la soie. Ils ont ainsi développé des dépendances sans précédent²², susceptibles de restreindre leur marge de manœuvre diplomatique et de les exposer à des situations de surendettement. C'est le cas, par exemple, de l'Équateur, un État pétrolier structurellement instable, avec les risques associés en termes de perte de souveraineté²³.

Pékin a également accru sa présence dans plusieurs grands domaines stratégiques comme les secteurs de l'énergie et des ressources naturelles²⁴ – notamment les minerais, le pétrole et le gaz (argent, or, étain, zinc et cuivre pour le Pérou, lithium et cuivre pour le Chili, pétrole pour l'Équateur, gaz pour la Colombie) –, mais aussi dans le développement des énergies vertes et la construction de nombreuses infrastructures, dont le port de Chancay au Pérou.

À travers sa société d'État Cosco Shipping Ports, Pékin a injecté 3,3 milliards d'euros (soit 60 % du budget total) dans la construction du méga-port de Chancay qui devrait devenir d'ici 2025 le plus grand *hub* logistique de la côte pacifique de l'Amérique du Sud, surpassant les ports chiliens de Valparaiso et San Antonio. Équipé de quinze quais capables d'accueillir les plus grands porte-conteneurs du monde, il sera connecté à

21. « China-Latin America and the Caribbean Economic Bulletin », *op. cit.*

22. K. Parthenay, « La diplomatie des vaccins anti-covid en Amérique latine et Caraïbe. Repenser la dichotomie dépendance versus autonomie », *Annuaire français des Relations internationales*, vol. 23, 2022, p. 332-362.

23. « Ecuador Reaches Deal with China to Restructure Debt », Reuters, 20 septembre 2022, www.reuters.com.

24. D. Roy, « China's Growing Influence in Latin America », *op. cit.*

l'autoroute panaméricaine traversant l'Amérique du Nord au Sud. Ce terminal, qui pourrait potentiellement être utilisé à des fins militaires, devrait avoir des répercussions significatives sur les flux de marchandises²⁵. La Chine pourrait également contrôler l'approvisionnement électrique vers Lima et le port de Chancay²⁶.

La présence grandissante de la Chine dans la région suscite toutefois des réactions ambivalentes.

Au Chili, si la communauté des affaires est pragmatique et voit la Chine d'abord comme un partenaire économique clé, les responsables politiques et universitaires relèvent le risque géopolitique qui résulte d'une dépendance grandissante. À l'instar de l'Australie²⁷ qui a subi depuis 2020 un quasi-embargo sur ses exportations de minerai de fer, charbon, bois, vins, viande de bœuf et autres matières premières vers la Chine, le Chili pourrait ainsi être vulnérable à d'éventuelles représailles économiques de la part de Pékin. En outre, les investissements massifs de sociétés d'État chinoises dans des industries extractives clés ont suscité des réactions protectionnistes et nationalistes, de nature à questionner le modèle économique chilien fondé sur l'ouverture et la libre concurrence.

Les universitaires chiliens estiment ainsi que le *soft power* chinois n'opère pas dans leur pays, qui reste culturellement très proche des États-Unis et de l'Europe²⁸. Une étude tire la même conclusion sur les effets de la présence chinoise au Pérou²⁹. Pour autant, ces pays n'ont pas encore élaboré de stratégie claire face à la Chine ou pour résister à la rivalité sino-américaine.

Enfin, dans d'autres cas, comme en Colombie, l'image de Pékin, premier fournisseur de vaccins pour le pays durant la pandémie, s'est plutôt améliorée³⁰. La conclusion en octobre 2023 d'un partenariat stratégique entre la Chine et la Colombie, traditionnellement réticente à s'engager avec le régime autoritaire et à prendre le risque de tensions avec son allié américain, signale un prudent rapprochement. En effet, Bogota reste encore en dehors du grand projet chinois des Nouvelles routes de la soie³¹.

25. A. Chaparro, C. Hennion et A. Montoya, « En Amérique latine, la Chine s'impose dans l'«arrière-cour» des États-Unis », *Le Monde*, 2 juillet 2023, www.lemonde.fr.

26. J. Heine, « Letter: Latin America Must Be Able to Develop Free of US-China Rivalry », *Financial Times*, 9 octobre 2023, www.ft.com ; M. Stott in Bogotá et J. Daniels, « US Raises Concern with Peru over Chinese Control of Infrastructure », *Financial Times*, 3 octobre 2023, www.ft.com.

27. « Australia Has Faced Down China's Trade Bans and Emerged Stronger », *The Economist*, 23 mai 2023, www.economist.com.

28. A. Borquez, F. Muñoz et D. Leiva, « The Growing Chinese Economic Presence in Chile: Opinions Among the Chilean Elite », *The China Review*, vol. 23, n° 3, août 2023, p. 140.

29. K. Ratigan, « Are Peruvians Enticed by the "China Model"? Chinese Investment and Public Opinion in Peru », *Studies in Comparative International Development*, n° 56, 2021, p. 87-151.

30. « La Chine rebondit en Amérique latine avec sa "diplomatie des vaccins" », *Courrier International*, 2 mai 2021, www.courrierinternational.com.

31. M. Myers, « China-Colombia Relations are Growing, if Slowly », *Analysis and Commentary*, USIP, 15 novembre 2023, www.usip.org.

Autonomie stratégique et diversification des partenariats

Ce constat sur l'influence grandissante de la Chine dans la région a engendré une prise de conscience parmi les Occidentaux, notamment les Européens, les incitant à envisager un réinvestissement diplomatique et économique en Amérique latine, une région qui « peut jouer un rôle clé dans la restructuration du multilatéralisme et dans la construction d'une réponse aux crises — climatique, énergétique et alimentaire³² ». La France et l'Europe parient en particulier sur leurs atouts : les valeurs démocratiques et libérales, largement partagées par ces pays et qui les rendent suspicieux face au « modèle chinois³³ », et un positionnement privilégiant l'autonomie et la préservation de la souveraineté pour défendre leurs intérêts au sein de la rivalité sino-américaine.

Cette posture rencontre un écho certain auprès de pays pris dans un étau entre le partenaire économique chinois et l'allié politico-militaire américain. L'approche dite du « non-alignement actif » présentée dans un ouvrage de référence en 2021³⁴, particulièrement pertinent pour les puissances moyennes que sont le Chili, l'Argentine, le Pérou et le Brésil « implique de ne pas s'aligner automatiquement sur Washington ou Pékin (ou Moscou), mais de viser l'intérêt national de chaque pays et d'agir en conséquence³⁵ ». Elle s'accompagne d'un effort de diversification des partenariats vers d'autres puissances moyennes afin de renforcer leur position face aux États-Unis et à la Chine.

Cette démarche présente une opportunité pour la France de resserrer ses liens avec ces pays, sur une base politique convergente³⁶. De fait, les pays latino-américains constituent historiquement des partenaires en appui à la diplomatie gaullo-mitterrandienne tiers-mondiste, multipolaire et multilatérale³⁷, largement reprise par le président Macron³⁸.

32. J. Lopez, « Construire l'alliance : l'Union européenne et l'Amérique latine en 2023 », *Le Grand Continent*, 23 janvier 2023, www.legrandcontinent.eu.

33. K. Ratigan, « Are Peruvians Enticed by the “China Model”? Chinese Investment and Public Opinion in Peru », *op. cit.*

34. C. Fortín, J. Heine et C. Ominami (dir.), *El no alineamiento activo y América Latina : una doctrina para el nuevo siglo*, Santiago de Chile, Editorial Catalonia, 2021. Voir K. Parthenay, « Le “non-alignement actif” et l'Amérique latine dans l'ordre global », *Le Grand Continent*, 3 octobre 2022, www.legrandcontinent.eu.

35. J. Heine, « Le Sommet des Amériques à l'ère du non-alignement actif », *Le Grand Continent*, 5 juillet 2022, www.legrandcontinent.eu.

36. G. Estrada, « Conséquences stratégiques de la guerre en Ukraine pour l'Amérique latine », *op. cit.*, p. 11.

37. M. Trouvé, « L'ambition et les contraintes. Les discours et messages du général de Gaulle en Amérique latine et leur réception : la voix et les voies de la politique latino-américaine de la France », in M. Vaïsse (dir.), *De Gaulle et l'Amérique latine*, *op. cit.*, p. 115-128.

38. E. Macron, « Nous devons accélérer en même temps sur le plan de la transition écologique et de la lutte contre la pauvreté », *Le Monde*, 29 décembre 2023, www.lemonde.fr.

Plusieurs défis compliquent cependant l'engagement diplomatique avec ces pays : l'hétérogénéité de ces pays du Pacifique latin d'abord, aux situations économiques et politiques contrastées. L'instabilité politique sur le continent, ensuite, illustrée dernièrement par l'explosion de violence en Équateur, et qui relègue au second plan un engagement international fort. Enfin, la difficile coopération régionale, qui rend impossible la coordination diplomatique entre ces pays.

Afin de surmonter ces défis, il est essentiel de dédier les ressources et l'attention nécessaires à un suivi et à une compréhension approfondie des situations de chaque pays. Il apparaît également nécessaire de structurer et d'institutionnaliser les relations bilatérales afin de les ancrer dans la durée et de les rendre résilientes face aux changements politiques locaux.

L'arrivée de gouvernements progressistes au Chili, au Pérou, en Colombie et au Brésil, plaçant la préoccupation environnementale, la transition du modèle de développement latino-américain et l'intégration régionale au cœur de leurs projets³⁹, constitue cependant une fenêtre d'opportunité pour un rapprochement avec la France et l'Europe. En particulier, la politique étrangère du président chilien Boric vise à promouvoir le multilatéralisme pour stimuler l'intégration en Amérique latine (et *in fine*, une plus grande autonomie stratégique), défendre la démocratie, les droits de l'homme et le droit international et accroître la coopération en faveur du développement durable dans le Pacifique⁴⁰.

Multilatéralisme et diplomatie climatique

Au Chili, le président Boric souhaite se distancier des alliances idéologiques du XX^e siècle pour orienter ses partenariats diplomatiques autour de la coopération en matière d'action climatique. Le Chili met en place une politique étrangère « turquoise » (verte pour la terre, bleue pour la mer) et s'engage à renforcer la coopération multilatérale pour la protection de l'environnement et des océans⁴¹. La politique étrangère de Boric vise à promouvoir le multilatéralisme pour stimuler l'intégration en Amérique latine, promouvoir la démocratie et les droits de l'homme, le droit international et accroître la coopération en faveur du développement

39. C. Ventura, « Union européenne/Amérique latine : quelles coopérations après la COP26 sur le climat ? », Note de restitution des travaux du colloque organisé le 9 mars 2022 par l'Agence française de développement (AFD) et l'IRIS, p. 7-8, www.iris-france.org.

40. A. Vilchinskii, « Chile Turns Left: The Foreign Policy Agenda of President Gabriel Boric », *Australian Outlook*, Australian Institute of International Affairs (AIIA), 28 janvier 2022, www.internationalaffairs.org.au ; « Qué planes tiene Boric para la política exterior de Chile », *El Resaltador*, 21 décembre 2021, www.elresaltador.com.

41. C. Nugent, « Chile's Millennial President Is a New Kind of Leftist Leader », *Time*, 31 août 2022, www.time.com ; « Foreign Minister Antonia Urrejola affirms that the Escazú Agreement redefines the focus of the country's foreign policy: "Today is a hopeful day for Chile" », Ministère des Relations extérieures du Chili, www.minrel.gob.cl.

durable dans le Pacifique⁴². Avec la Colombie de Gustavo Petro, le Chili a ratifié l'accord d'Escazú, un accord régional sur l'accès à l'information, la participation du public et la justice en matière d'environnement en Amérique latine et dans les Caraïbes en 2022⁴³.

Les approches des pays d'Amérique latine et de la France sont convergentes : ils « défendent la notion de paiement des services environnementaux ou écosystémiques (projets de non-exploitation de ressources naturelles contre compensation financière internationale) et la nécessité d'assurer vers eux des transferts de technologie pour œuvrer à ces transitions structurelles⁴⁴ ». Le gouvernement du président Hollande avait travaillé en étroite coopération avec le Pérou, organisateur de la COP20 climat, avant le Sommet de 2015 qui a engendré l'Accord de Paris⁴⁵. Aujourd'hui, cette vision est compatible avec l'engagement de la France pour la redéfinition des relations Nord-Sud en matière de développement durable⁴⁶.

42. A. Vilchinskii, « Chile Turns Left: The Foreign Policy Agenda of President Gabriel Boric », *op. cit.*

43. « Regional Agreement on Access to Information, Public Participation and Justice in Environmental Matters in Latin America and the Caribbean », Escazú, 4 mars 2018, www.treaties.un.org.

44. C. Ventura, « Union européenne/Amérique latine : quelles coopérations après la COP26 sur le climat ? », *op. cit.*, p. 8-9.

45. G. Estrada, « Quarante ans de politique étrangère de la France en Amérique latine : les avatars de "l'angle mort" de la diplomatie française », *op. cit.*, p. 54.

46. « Le Pacte de Paris pour les peuples et la planète », 23 juin 2023, www.elysee.fr.

L'Indo-Pacifique, un espace de réflexion et de coopération en commun

Une réflexion balbutiante

La réflexion sur l'Indo-Pacifique reste balbutiante dans les pays sud-américains, qui ne se sont pas encore approprié le concept (pas de définition géographique claire de la zone, largement comprise comme l'Asie orientale et l'Inde)⁴⁷. Aucun ne revendique une quelconque « identité indopacifique ». Pour autant, des responsables politiques et intellectuels ont compris que se saisir de cette notion apparaissait aujourd'hui nécessaire. D'une part, le cadre conceptuel de l'Indo-Pacifique a le mérite de refaire figurer ces pays sur la carte géostratégique du monde. Un expert chilien confie : « Sur les schémas géopolitiques traditionnels centrés sur le théâtre transatlantique, nous n'existions même pas. » D'autre part, alors que la pression s'accroît sur ces pays et que la zone indopacifique gagne en importance, l'élaboration d'une vision propre à la région permet d'asseoir l'existence et les intérêts de ces pays. Il s'agit bien d'élargir les options stratégiques et non de s'inscrire dans un camp idéologique⁴⁸.

Les intellectuels chiliens sont particulièrement à la pointe de cette réflexion, certains élaborant des concepts originaux comme le « Pacifique latin » ou « Pacifique latino-américain », qui serait en mesure de proposer une alternative régionale aux récits dominants de l'Indo-Pacifique ou des Routes de la soie, modelés par la rivalité sino-américaine⁴⁹. Pour Andres Borquez, coordinateur des études asiatiques à l'université du Chili, le « Pacifique latin » désigne non seulement les pays de la façade sud-américaine du Pacifique, mais renvoie également à un ensemble de caractéristiques géopolitiques : une région favorisant selon lui les valeurs démocratiques, la transparence, la participation de la société civile et la stabilité. Dotée d'une importance stratégique indéniable, c'est une zone au cœur des défis mondiaux comme la transition énergétique,

47. N. Jenne et E. Ramoneda, « La búsqueda latinoamericana de posicionarse ante el Indo-Pacífico », p. 97, in J. Sahd K., N. Albertoni, D. Rojas T. (dir.), *América Latina y su proyección en Asia Pacífico*, Centro UC, KAS, décembre 2022, www.centroestudiosinternacionales.uc.cl.

48. J. Heine, « Entre el Asia y el Indo-Pacífico : sobre mapas, imaginarios y vocaciones de política exterior », *Pensamiento Propio*, n° 54, juillet-décembre 2021, p. 2014-229, www.cries.org.

49. A. Borquez, « Mirando a Asia desde el Latino Pacífico », *Diario Financiero*, 26 septembre 2023, www.df.cl.

l'approvisionnement en minerais pour la mobilité électrique et la sécurité alimentaire et pour un développement juste et équitable⁵⁰.

Si les pays sud-américains ont développé, *de facto*, des interdépendances économiques avec les pays asiatiques et se projettent dans l'espace indopacifique de façon croissante, seuls le Chili et la Colombie mentionnent l'Indo-Pacifique dans des documents officiels.

Le Chili l'évoque d'abord dans une perspective géoéconomique qui s'appuie sur la traditionnelle politique volontariste de Santiago pour ouvrir son marché⁵¹. De fait, le Chili a négocié 33 accords commerciaux, couvrant 65 économies, représentant 88 % du produit intérieur brut (PIB) mondial, dont des accords de libre-échange avec la Chine, le Japon et la Corée du Sud. Santiago participe à l'Accord global et progressif pour un partenariat transpacifique (CPTPP), qui inclut l'Australie, Brunei, le Canada, le Japon, la Malaisie, le Mexique, la Nouvelle-Zélande, le Pérou, Singapour et le Vietnam, et cherche à renforcer son accord commercial préférentiel signé en 2006 avec l'Inde. Santiago et Delhi cherchent à élargir leur coopération aux secteurs de l'industrie verte, mais aussi des technologies de l'information et de la communication⁵².

Le *Livre blanc chilien de la Défense* de 2020 présente donc l'Indo-Pacifique comme « une macro-région où convergent quatre continents générant plus de la moitié du PIB mondial » et « une zone vitale pour le développement et la prospérité du pays au XXI^e siècle⁵³ ». Développant une vision diplomatique-militaire fortement portée par la Marine chilienne, le document met l'accent sur la sécurité maritime, la liberté de navigation et la sécurisation des voies de communication maritimes, l'économie bleue et la gouvernance des océans, et le respect et l'application des normes et traités internationaux afin de contenir les nombreux facteurs d'instabilité dans la région. Le *Livre blanc* appelle à renforcer le niveau de participation dans différentes instances de dialogue bilatéral et multilatéral sur des questions de sécurité en Indo-Pacifique.

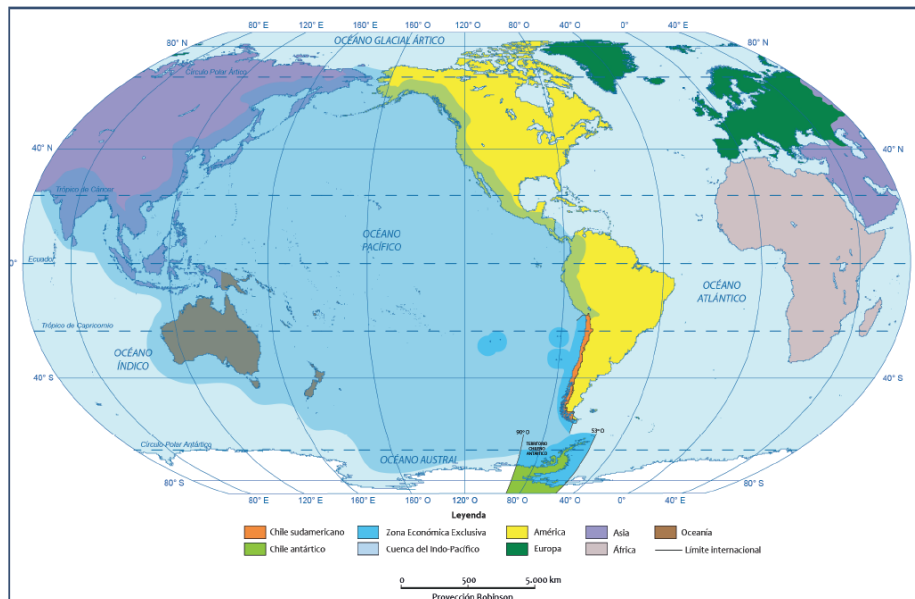
50. *Ibid.*

51. N. Jenne et E. Ramoneda, « La búsqueda latinoamericana de posicionarse ante el Indo-Pacífico », *op. cit.*, p. 83.

52. H. Siddiqui, « Dynamic Horizons : India and Chile Forge Ahead with PTA Expansion and New Collaborations », *Financial Express*, 21 octobre 2023, www.financialexpress.com.

53. « Política de Defensa Nacional de Chile 2020 », Sous-secrétariat à la Défense, Chili, 4 mars 2021, p. 40, www.ssdefensa.cl.

Région d'intérêt pour la défense nationale du Chili



Fuente: Instituto Geográfico Militar, I.G.M.

Source : Livre blanc chilien de la Défense, 2020, p. 39.

En Colombie le terme Indo-Pacifique apparaît en 2021 dans le plan d'action du ministère des Affaires étrangères⁵⁴ avec l'objectif de « promouvoir l'inclusion de l'Amérique latine dans la vision indopacifique de l'Australie et de la Nouvelle-Zélande », mais aussi de renforcer les liens politiques, commerciaux, scientifiques et technologiques avec l'Inde⁵⁵. Inde et Colombie ont en commun de se trouver hors des grands cadres de coopération économiques régionaux (un moratoire sur l'entrée dans la Coopération économique pour l'Asie-Pacifique [APEC] est décidé en 1998).

Le terme « Indo-Pacifique » est donc d'abord employé dans le but de resserrer des liens économiques et commerciaux avec les pays asiatiques, en particulier l'Inde. C'était l'objectif principal de l'Alliance Pacifique initialement conçue comme un pendant néolibéral aux accords ALBA (Alliance bolivarienne pour les peuples de notre Amérique) et UNASUR (Union des nations sud-américaines)⁵⁶ et qui regroupe depuis 2011 Mexique, Pérou, Chili et Colombie⁵⁷. Cette Alliance Pacifique a toutefois connu des progrès lents en raison de l'instabilité politique de ses membres et reste peu active. Des discussions ouvertes en 2017 avec l'Australie et la Nouvelle-Zélande pour la mise en place d'un accord de libre-échange avec le

54. « Plan de Acción Institucional 2021 », Ministère des Affaires étrangères, Colombie, www.view.officeapps.live.com.

55. N. Jenne et E. Ramoneda, « La búsqueda latinoamericana de posicionarse ante el Indo-Pacífico », *op. cit.*, p. 87.

56. « What is the Pacific Alliance? », Alianza del Pacifico, www.alianzapacifico.net.

57. P. Milet, « La estrategia Indo-Pacífico: una opción real para los países latinoamericanos », *Pensamiento Propio*, n° 54, juillet-décembre 2021, p. 238, www.cries.org.

bloc n'ont toujours pas abouti⁵⁸. La France participe en tant qu'État observateur aux réunions de l'Alliance du Pacifique et bénéficierait d'une dynamique positive⁵⁹.

Aujourd'hui, un contexte politique et géopolitique relativement favorable pourrait permettre de relancer cette initiative⁶⁰. Andres Serbin, président du *think tank* Coordinadora Regional de Investigaciones Económicas y Sociales (CRIES) suggère ainsi quatre domaines d'intégration interrégionale pour favoriser la projection de l'Amérique latine vers l'Indo-Pacifique : l'intégration au CPTPP (déjà le cas du Chili et du Pérou), le renforcement des liens entre l'Alliance du Pacifique et ses partenaires asiatiques ; la possibilité d'étendre le Partenariat économique régional global (Regional Comprehensive Economic Partnership – RCEP) à l'Amérique latine et l'éventuelle relance de l'initiative proposée par la Chine pour une zone de libre-échange de l'Asie-Pacifique (Free Trade Area of the Asia-Pacific – FTAAP)⁶¹.

Une seconde dimension à explorer pour l'intégration des pays du Pacifique latin à l'Indo-Pacifique concerne le théâtre maritime du Pacifique, commun avec la France. Les pays du Pacifique latin dépendent de l'océan tant pour les flux de marchandises que pour les ressources halieutiques, ce qui les rend vulnérables face aux activités illégales en mer. Plus de 90 % des échanges commerciaux du Chili dépendent des routes maritimes. Il est donc essentiel pour Santiago de sécuriser les voies de communication.

Face aux menaces, une coopération maritime à développer

En Amérique du Sud, la pêche illicite, non déclarée et non réglementée (pêche INN) prive les pays de 15 % de leur capture annuelle. Les navires chinois représentent les trois quarts des bateaux étrangers présents dans les zones économiques exclusives (ZEE) de ces pays (le littoral chilien mesurant 4 300 kilomètres) et de leurs territoires insulaires (notamment îles Galápagos pour l'Équateur et Île de Pâques pour le Chili)⁶². Dotée de la plus grande flotte de pêche hauturière au monde, la Chine est le principal acteur sur le secteur de la pêche (2 269 millions de tonnes de produits de la mer

58. R. Azeredo et R. Mason, « Australia and the Latin American Pacific: Ten Years of Partnership and the Pacific Alliance », Australian Outlook, AIIA, 30 juin 2021, www.internationalaffairs.org.au.

59. Observer States, Pacific Alliance, www.alianzapacifico.net.

60. J. Sahd K., N. Albertoni, D. Rojas T. (dir.), *América Latina y su proyección en Asia Pacífico*, Centro op. cit., p. 14, www.centroestudiosinternacionales.uc.cl.

61. A. Serbin, « El Indo-Pacífico y América Latina en el marco de la disputa geoestratégica entre Estados Unidos y China », *Pensamiento Propio*, n° 54, juillet-décembre 2021, p. 30, www.cries.org.

62. « South American Governments Are Trying to Curb Illegal Fishing », *The Economist*, 5 octobre 2023, www.economist.com.

pêchés en 2020)⁶³, y compris en ce qui concerne les pratiques de pêche INN⁶⁴.

En 2001, la première campagne de pêche chinoise dans les eaux latino-américaines mobilise 22 navires ; vingt ans plus tard, ce sont plus de 500 bateaux battant pavillon chinois qui sillonnent la région – ils représentent la quasi-totalité des navires de pêche au calamar opérant dans le Pacifique Sud.

Les pays sud-américains ont adopté des Plans nationaux d'action pour lutter contre la pêche INN et se sont récemment organisés pour mieux surveiller leurs eaux après que la marine équatorienne a repéré à l'été 2020 une flotte de près de 300 bateaux de pêche chinois en bordure de la ZEE des îles Galápagos exerçant une pression insupportable sur cette zone classée réserve de biosphère. Près de la moitié des bâtiments avaient éteint leurs systèmes de suivi et d'identification, une pratique très courante dans la pêche illégale⁶⁵. Le Chili, l'Équateur, le Pérou et la Colombie ont publié fin 2020 une déclaration commune de coopération contre la pêche pratiquée par des navires étrangers dans des zones adjacentes aux eaux relevant de la juridiction nationale de chaque pays, sans toutefois pointer la Chine. Ces pays se sont associés à l'organisation non gouvernementale Global Fishing Watch qui partage avec eux, et diffuse gratuitement au grand public, les données des bateaux de pêches dans la région⁶⁶.

En 2021, l'initiative Eastern Tropical Pacific Maritime Corridor (CMAR) vise à connecter les aires marines protégées de l'Équateur, la Colombie, le Panama et le Costa Rica pour renforcer la protection des ressources marines. À l'initiative du Chili, neuf pays du continent américain riverains du Pacifique (Colombie, Pérou, Costa Rica, Équateur, Panama, Canada, Chili, Mexique et États-Unis) ont formé en juin 2022 une coalition pour la protection des océans qui s'appuie sur un réseau d'aires marines protégées, à la réglementation plus ambitieuse, courant tout le long de la côte Pacifique des Amériques⁶⁷.

Il existe donc un véritable besoin en termes de soutien à la surveillance des ZEE et des aires protégées, contre la pêche INN, mais aussi les trafics de stupéfiants vers l'Amérique du Nord ou l'Australie. Le partage d'information, notamment satellitaire est important pour aider à la détection des activités illégales.

63. I. Urbina, « Avec les marins forcés de l'empire chinois de la pêche : “Mes parents doivent récupérer mon corps” », *Le Monde*, 10 octobre 2023, www.lemonde.fr.

64. *IUU Fishing Risk Index 2023*, Global Initiative, 6 décembre 2023, www.globalinitiative.net.

65. A. G. Martín, « The Chinese Fishing Army Threatens Latin America », Analysis Paper, Centro de estudios estratégicos del ejército del Perú (CEEPEP), septembre 2021, www.ceeep.mil.pe.

66. « Analysis of the Southeast Pacific, Distant Water Squid Fleet », *Global Fishing Watch*, février 2022, www.globalfishingwatch.org.

67. « Chile Promotes the Creation of an Ocean Protection Network That Covers from Canada to Chile », Ministère des Relations extérieures du Chili, 9 juin 2022, www.minrel.gob.cl.

Le Pérou et le Chili en particulier cherchent à mettre en place un système de collection, fusion et analyse de l'information maritime (Maritime Domain Awareness – MDA)⁶⁸. La France partage d'ores et déjà de manière spontanée des informations lors de passages de ses navires près des ZEE de ces deux pays. La mise en place d'accord-cadres sur le partage d'information entre navires commerçants (*white shipping*) et/ou militaires (*black shipping*) pourrait être envisagée pour structurer cette coopération. Des patrouilles communes pourraient être organisées à l'occasion d'escales et des accords de *shipriding*⁶⁹ pourraient éventuellement être négociés.

La France a soutenu le Centre de fusion de l'information pour l'Amérique Latine (IFC-LA) mis en place à Lima en 2019 sur le modèle de l'IFC de Singapour, notamment en conduisant un audit en 2022 pour améliorer son fonctionnement et en promouvant les échanges avec le MICA Center de Brest⁷⁰. Première unité de MDA en Amérique du Sud, à vocation régionale voire mondiale, elle n'est pas pour le moment parvenue à apparaître comme un outil attractif aux yeux de ses voisins ou des grandes puissances maritimes. Ainsi, le Programme océanique national 2023 du Chili mentionne la mise en place d'un Centre de fusion de l'information maritime à horizon 2026⁷¹.

La présence d'un officier de liaison ou d'un coopérant français serait un moyen de susciter l'intérêt et amorcer la mise en place d'un réseau de partenaires avec les grandes nations impliquées dans la MDA, tout en tirant parti de la relation de confiance tissée ces dernières années entre les acteurs du maritime français et péruviens. *In fine*, cela aurait pour effet de renforcer l'influence française dans ce secteur stratégique. Par ailleurs, la France, le Pérou et le Chili pourraient également renforcer leur coopération au sein du Pacific and Indian Ocean Working Group (PACIOS WG) qui rassemble les acteurs maritimes de la zone pour échanger sur le contrôle naval et s'entraîner à la faveur de l'exercice *Bell Buoy*, organisé en 2024 par le MICA Center⁷².

Le programme européen CRIMARIO⁷³ pourrait également mettre à disposition ses outils pour une approche intégrée du partage et de l'analyse

68. J. Bachelier et P. Boulanger, « La "fusion de l'information" : levier de la puissance maritime française ? », *Briefings de l'Ifri*, Ifri, 7 décembre 2023, www.ifri.org.

69. Le *shipriding* consiste à patrouiller dans les eaux territoriales et les zones économiques exclusives d'un État partenaire, en embarquant un officier du pays concerné, pour faciliter le déclenchement d'une procédure judiciaire en cas de flagrant délit de pêche illégale. Lire C. Pajon, « Les dix ans de la réunion des ministres de la Défense du Pacifique Sud (SPDMM). Bilan et perspectives d'avenir », *Briefings de l'Ifri*, Ifri, 23 novembre 2023, www.ifri.org.

70. « Qu'est-ce que le MICA Center ? », Maritime Information Cooperation & Awareness Center, www.mica-center.org.

71. Programa Océánico Nacional, « Plan Océánico Sostenible Chile 2023 », Ministère des Relations extérieures du Chili, juin 2023, p. 24, www.minrel.gob.cl.

72. « The MICA Center Takes an Active Part into the Pacific and Indian Ocean Working Group. PACIOS WG 23 », LinkedIn, juin 2023, www.linkedin.com.

73. Crimario II, Interconnecting the Indo-Pacific, www.crimario.eu.

d'informations dans le domaine maritime. L'outil IORIS (Indo Pacific Regional Information Sharing) permet de centraliser et partager des informations en temps réel, tandis que le projet Share.It facilitera l'échange sécurisé de documents et de données entre les acteurs impliqués⁷⁴. En juillet 2023, lors de l'Exercice régional d'Amérique latine (LA REGEX) coordonné par les garde-côtes équatoriens et péruviens sur des scénarios allant de la recherche et du sauvetage à la lutte contre la pollution maritime, le trafic illicite de drogues et la pêche INN, IORIS a été l'outil utilisé pour partager des informations entre les différentes agences participantes⁷⁵.

Le Pacifique insulaire, point d'ancrage de la coopération stratégique avec la France

La relation de défense entre les pays du Pacifique latin et les forces françaises du Pacifique est limitée en raison des élongations très importantes. Un volet opérationnel s'est néanmoins développé récemment, à la faveur d'escales des forces chiliennes et péruviennes à Tahiti, ou d'escales de bâtiments français en Amérique latine. La coopération de sécurité est pilotée par le Commandement de forces françaises dans le Pacifique (ALPACI) à Papeete dont la zone de responsabilité, extrêmement étendue, s'étend au Chili, mais pas aux autres pays du Pacifique latin. Dans une autre étude, nous avons proposé avec Jérémy Bachelier un ajustement des zones de responsabilité des commandements militaires français dans la zone Pacifique qui permettrait à ALPACI de porter une attention accrue aux partenaires d'Amérique latine, souvent jugés moins prioritaires dans l'actuelle configuration, mais de grande importance pour les intérêts français⁷⁶.

74. Share.It, Crimario, www.crimario.eu.

75. « Latin America Regional Exercise: IORIS Used to Exchange Information among Participants », Crimario, 14 juillet 2023, www.crimario.eu.

76. J. Bachelier et C. Pajon, « La France dans l'Indo-Pacifique. Pour une posture stratégique pragmatique », *op. cit.*, p. 68-71, www.ifri.org.

Les forces chiliennes et françaises se joignent régulièrement aux grands exercices multilatéraux dans la région (RIMPAC) organisés par les États-Unis. Elles sont également régulièrement représentées (comme les forces péruviennes) à la Conférence des chefs d'état-major de la Défense de l'Indo-Pacifique. La Marine péruvienne participe à l'exposition Indo-Pacifique 2023 à Sydney, montrant son intérêt pour un plus grand engagement dans la région⁸⁰.

Les frégates françaises basées à Papeete participent régulièrement aux exercices organisés par ces pays au large des côtes américaines, comme dernièrement, l'exercice multinational Galapex organisés par l'Équateur en septembre 2023 pour lutter contre la pêche INN dans les eaux entourant les îles Galápagos⁸¹, ou encore les exercices Unitas⁸². À ces occasions, elles partagent des informations avec la Marine chilienne les informant de possibles activités illégales autour de leur ZEE⁸³, participant à des activités d'opérations de recherche et sauvetage (SAR)⁸⁴ et organisent des exercices bilatéraux à l'occasion d'escales⁸⁵.

Au-delà du contrôle des pêches, la lutte contre le trafic de drogues et la réponse aux catastrophes naturelles s'imposent comme domaines prometteurs pour la coopération⁸⁶. Le Pacifique insulaire est une zone de transit pour la cocaïne et méthamphétamine, entre l'Amérique du Sud et l'Australie, le trafic se développant en Polynésie française, jusqu'à devenir un problème de santé publique⁸⁷. Ce phénomène devrait encourager à renforcer la coopération en matière de lutte contre le trafic de stupéfiants avec la Colombie, pas seulement sur sa façade atlantique, mais aussi à renforcer le partage d'information et la collaboration avec les pays du

80. « Perú participa del Simposio de Poder Naval y la Expo Marítima del Indo Pacífico 2023 », Info Defense, 4 novembre 2023, www.infodefensa.com.

81. « Ecuador : Exercise GALAPEX II Combats Illegal Fishing », *Dialogo Americas*, 24 octobre 2023, www.dialogo-americas.com.

82. « Unitas : la 9^e BIMA en Colombie », Armée de Terre, 10 août 2023, www.defense.gouv.fr.

83. « FS Prairial – Patrouille au large de l'Île de Pâques », Cols Bleus, 29 septembre 2021, www.colsbleus.fr.

84. « 28 janvier – Sauvetage en mer d'un skipper Français au large du Chili », Les services de l'État en Polynésie française, 28 janvier 2019, www.polynesie-francaise.pref.gouv.fr.

85. « Entraînement conjoint au large du Pérou », SIRPA Marine, 11 juin 2018, www.archives.defense.gouv.fr.

86. J. P. Toro, « Le Chili et la France, appartenances et opportunités multiples », *Revue Conflit*, 3 décembre 2021, p. 72. L'Amérique latine est un marché marginal pour la France en matière d'industrie de défense : elle représente 3 % des commandes totales entre 2011 et 2020, dont plus de la moitié est absorbée par le Brésil. Si les pays de la région cherchent à renouveler leur équipement de défense, les budgets mobilisés restent très modestes. Il convient toutefois de noter que la Marine chilienne possède deux sous-marins de classe Scorpène, un bâtiment de transport de chalands de débarquement, deux autres navires de transport, des hélicoptères et des systèmes d'armes. Le Pérou possède pour sa part 12 *Mirage 2000*. Cela reflète des liens établis sur plusieurs décennies ainsi qu'une confiance réciproque.

87. T. Saintourens, « Trafic de cocaïne dans le Pacifique : le procès de "plaisanciers" aux ordres de narcos colombiens », *Le Monde*, 24 octobre 2022, www.lemonde.fr; A. Simon et A. Valiergue, « La méthamphétamine en Polynésie française », *Drogues, enjeux internationaux*, n° 15, Observatoire français des drogues et des tendances addictives (OFDT), juin 2022, www.ofdt.fr.

Pacifique latin afin d'améliorer l'efficacité des actions menées avec des moyens limités, sur des élongations importantes.

Les pays du Pacifique latin subissent fréquemment séismes, éboulements et phénomènes météorologiques extrêmes aggravés par le changement climatique. Pour ces raisons, les besoins en matière de prévention et d'intervention post-catastrophe naturelle (Humanitarian Assistance and Disaster Relief – HADR) sont considérables. Les forces chiliennes possèdent une expertise solide dans le domaine du HADR et participent ponctuellement, comme les forces péruviennes et colombiennes, aux exercices multilatéraux d'opérations HADR Marara, organisés à Papeete tous les deux ans. Pour autant, les élongations géographiques sur zone compliquent la participation des forces chiliennes à un potentiel tour d'alerte HADR dans le Pacifique Sud (il faut compter près de quinze jours de mer pour rallier la Polynésie française).

Une autre perspective de coopération envisageable concerne les infrastructures marines stratégiques, en particulier les câbles sous-marins. La Polynésie française émerge comme un point de passage quasi obligé des câbles reliant l'Amérique à l'Asie⁸⁸. Le câble Humboldt opéré par Google entre Valparaiso et Papeete, vers l'Australie, avec une extension prévue vers l'Île de Pâques vient d'être annoncé⁸⁹. Dans ce contexte, le Chili souhaite pouvoir échanger avec la Polynésie française et bénéficier de son expérience en matière d'installation de câbles sous-marins, notamment pour le cas de l'Île de Pâques, aux problématiques insulaires comparables⁹⁰.

L'Antarctique, terrain de coopération scientifique et diplomatique

L'Antarctique est un autre théâtre de coopération commun entre la France et certains pays latino-américains comme le Chili, le Pérou et l'Argentine.

La France y possède des territoires – terres australes et antarctiques (TAAF), notamment les îles Kerguelen et la Terre Adélie, avec deux bases scientifiques (Dumont d'Urville et Concordia) et le brise-glace *L'Astrolabe* – et participe aux missions de recherche scientifiques dans la zone⁹¹. Le Chili et l'Argentine revendiquent également leur identité antarctique du fait de leur proximité géographique avec la péninsule antarctique et leurs

88. A. Samoyeau, « Tahiti et l'ambition intacte du "hub" numérique », *Tahiti Infos*, 5 septembre 2022, www.tahiti-infos.com ; « Connecting the South Pacific with New Subsea Cables », Google, 25 octobre 2023, www.cloud.google.com.

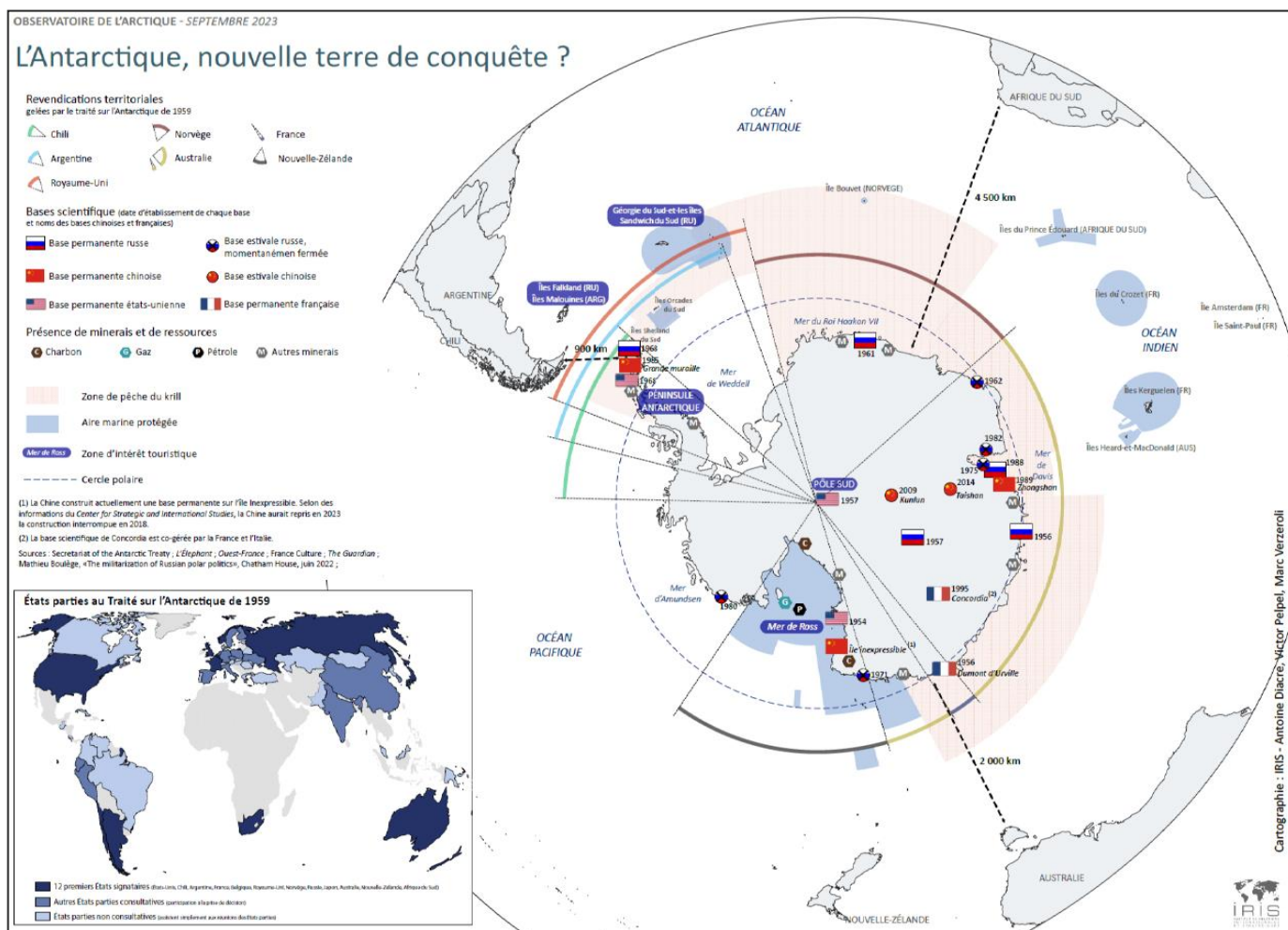
89. C. Perdrix, « Google annonce Humbolt, son câble Chili-Polynésie-Australie », *Radio 1*, 11 janvier 2024, www.radio1.pf ; B. Quigley, « Announcing Humboldt, the First Cable Route between South America and Asia-Pacific », Google, 12 janvier 2024, www.cloud.google.com.

90. P. Drouhaud et D. Biroste, « L'Amérique latine : le continent oublié des relations internationales ? », *Revue Politique et Parlementaire*, 2 novembre 2021, www.revuepolitique.fr.

91. « La France à l'avant-garde de la protection de l'Antarctique », Direction générale des Relations internationales et de la Stratégie, Ministère des Armées, www.defense.gouv.fr.

revendications sur le continent. France, Chili et Argentine partagent donc un intérêt particulier à maintenir la stabilité dans la zone et la soutenabilité du Système du traité sur l'Antarctique (STA), régime juridique qui préserve le continent antarctique de la militarisation, de l'exploitation de ses ressources minières et des convoitises territoriales.

L'Antarctique, nouvelle terre de conquête ?



Source : A. Taithe, I. Facon et V. Niquet, « Positionnement de la Chine et de la Russie vis-à-vis de l'Antarctique et risques potentiels en matière stratégique », Note 2, Observatoire de l'Arctique, Fondation pour la recherche stratégique, 20 septembre 2023.

Or, l'Antarctique se réchauffe très rapidement, entraînant la libération d'accès terrestres et maritimes. Les avancées technologiques contribuent également à faciliter ces approches⁹². Relançant les convoitises, notamment de la Chine, ce phénomène appelle à la réglementation des activités humaines dans la zone. Outre l'attraction touristique (les Chinois sont le

92. J. Rogers, A. Foxall et M. Henderson, « Chile and the Southern Hemisphere: Antarctica in Transition? », Athena Lab/Henry Jackson Society, 2020, www.athenalab.org.

second plus important contingent de touristes), les eaux de l'Antarctique sont une réserve de krill pour la Chine, qui en est le second exploitant après la Norvège. La péninsule antarctique représente également une source potentielle d'approvisionnement de minerais stratégiques. L'investissement économique et diplomatique chinois vise donc à tisser des liens pérennes avec le Chili et l'Argentine, et apparaître comme un acteur incontournable de l'Antarctique⁹³.

À l'instar du grignotage en cours en mer de Chine méridionale, s'appuyant sur la revendication de droits historiques en contradiction avec le droit international, cet intérêt chinois soulève des inquiétudes quant à une possible prédation de Pékin dans la zone, sous couvert de recherche scientifique, qui viserait, par des méthodes hybrides et incrémentales (notamment *via le legal warfare*), à prendre pied et s'assurer un certain contrôle du continent antarctique⁹⁴.

La remise en cause du droit international par des puissances révisionnistes telles que la Chine et la Russie accroît les inquiétudes quant à un possible affaiblissement du régime juridique qui préserve les ressources de l'Antarctique, alors même que Pékin a exprimé son intérêt d'avoir un accès « équitable » aux ressources⁹⁵. En 2014, Xi Jinping affirme que l'un des objectifs diplomatiques de la Chine est de rejoindre les rangs des « grandes puissances polaires ». S'il n'existe actuellement aucune coordination apparente entre la Chine et la Russie en Antarctique, il conviendra de surveiller attentivement les activités de ces deux acteurs. Des visites d'inspection des bases, possiblement conduites de manière conjointe avec nos partenaires latino-américains, pourraient être envisagées en cas de soupçons d'usage détourné de technologies et d'instruments scientifiques à des fins militaires⁹⁶.

France et Chili ont décidé en 2023 de renforcer la coordination des projets de recherche sur le continent antarctique⁹⁷. Par ailleurs, la feuille de route France-Australie de décembre 2023 évoque la mise en place d'un dialogue de haut niveau sur les pôles, afin de recenser les possibilités de coopération sur les questions antarctiques, pour mieux comprendre le changement climatique, ainsi que les écosystèmes et les populations halieutiques dans les ZEE française et australienne⁹⁸. Le Chili, l'Argentine,

93. F. Vidal, « The Antarctic Peninsula: Argentina and Chile in the Era of Global Change », *The Polar Journal*, vol. 13, n° 1, 2023, p. 23, www.tandfonline.com.

94. *Ibid.*, p. 20

95. A. Taithe, I. Facon et V. Niquet, « Positionnement de la Chine et de la Russie vis-à-vis de l'Antarctique et risques potentiels en matière stratégique », Note 2, *Observatoire de l'Arctique*, Fondation pour la recherche stratégique, 20 septembre 2023, p. 46, www.observatoire-arctique.fr.

96. *Ibid.*, p. 50-58.

97. Déclaration conjointe du président de la République Emmanuel Macron et du président de la République du Chili Gabriel Boric, 21 juillet 2023, *op. cit.*

98. « Feuille de route France–Australie. Un nouveau programme de coopération bilatérale », 4 décembre 2023, www.au.ambafrance.org.

ainsi que le Pérou pourraient être intéressés de rejoindre cet effort, la richesse en ressources marines de leurs eaux étant directement liée à la bonne santé des eaux antarctiques⁹⁹.

99. « Péru se embarca en la 30^a expedición científica de buque B.A.P. Carrasco a la Antártida », Canal N, 18 décembre 2023, www.canaln.pe.

Des partenaires stratégiques pour la transition énergétique

La transition énergétique et numérique, conjuguée à l'invasion russe de l'Ukraine, a replacé la question de l'accès aux matières premières au premier plan, en particulier les minerais stratégiques et leur exploitation durable. Or, l'Amérique latine est riche en hydrocarbures (pétrole en Colombie, gaz au Chili, développement d'hydrogène vert) et métaux comme le cuivre (Pérou et Chili sont les deux premiers producteurs mondiaux) et le lithium¹⁰⁰ (60 % des réserves mondiales se trouvent sous forme de saumures au Chili, Argentine et Bolivie), essentiels pour l'industrie des véhicules électriques¹⁰¹. En 2022, le Chili assurait 30 % de la production mondiale de lithium.

La Chine très présente sur le secteur des minerais stratégiques

La Chine est un acteur prépondérant dans ce secteur stratégique. Les nations du Pacifique latin réalisent d'importantes exportations vers la Chine : le Pérou vend 67 % de son cuivre, le Chili y exporte 57 % de son cuivre et 69 % de son lithium, tandis que la Colombie lui destine 54 % de ses exportations de pétrole¹⁰². Dans un premier temps, la dépendance à la demande chinoise a contribué à maintenir les pays sud-américains dans une position de simples fournisseurs de matières premières, soumis aux aléas des fluctuations de leurs cours, aux conditions climatiques, entravant l'industrialisation de leurs économies¹⁰³.

Les pays du Pacifique latin ont cherché à sortir de ce schéma en développant leur industrie et en montant en gamme. La Chine s'est déjà positionnée pour soutenir cet effort : Pékin a réduit le volume de ses prêts, les interrompant complètement en 2020, afin de favoriser les investissements directs. L'un des objectifs est de prendre le contrôle des chaînes de valeur, depuis l'extraction du lithium jusqu'à la fabrication de

100. V. Bros et M. Forget, « Géoeconomie du lithium », *Politique étrangère*, vol. 88, n° 4, 2023, p. 87, www.cairn.info.

101. G. Estrada, « Conséquences stratégiques de la guerre en Ukraine pour l'Amérique latine », *op. cit.*, p. 10.

102. A. Chaparro, C. Hennion et A. Montoya, « En Amérique latine, la Chine s'impose dans l'"arrière-cour" des États-Unis », *op. cit.* ; « Chile/China », The Observatory of Economic Complexity (OEC), www.oec.world.

103. M. Arès, C. Deblock et T.-S. Lin, « La Chine et l'Amérique latine : le grand chambardement ? », *Revue Tiers Monde*, 2011, www.cairn.info.

batteries et l'assemblage de véhicules électriques, notamment en Argentine, mais aussi au Chili¹⁰⁴. La Chine, ayant pris une longueur d'avance en investissant dans ses propres capacités et en assurant son accès aux minerais stratégiques, se trouve dans une position idéale pour jouer un rôle clé dans la transition vers une économie verte¹⁰⁵.

Si l'injection de capital chinois est considérée comme incontournable pour développer l'industrie du lithium et de l'énergie, les investissements massifs, parfois très opaques¹⁰⁶, de la part de sociétés d'État chinoises dans des industries extractives clés, ont toutefois suscité des réactions protectionnistes et nationalistes dans les pays du Pacifique latin¹⁰⁷. Au Chili, l'administration Boric cherche à resserrer le contrôle de l'État sur la filière du lithium, renforcer l'intégration verticale de la filière tout en appliquant des normes sociales et environnementales plus ambitieuses¹⁰⁸, notamment *via* la mise en place d'une entreprise nationale du lithium. Cela n'empêche pas de continuer à travailler avec des partenaires chinois, le groupe chinois Tsingshan Holding Group prévoyant d'investir 233,2 millions de dollars dans le secteur du lithium au Chili pour créer de nouvelles chaînes de production et notamment dans le secteur des cathodes pour batteries¹⁰⁹. La filiale chilienne de la société automobile chinoise BYD envisage pour sa part de construire une usine de cathodes au lithium d'une valeur de 290 millions de dollars¹¹⁰.

Des préoccupations se manifestent aussi en ce qui concerne le respect des normes sociales et environnementales. Des projets financés par la Chine ont été critiqués pour avoir entraîné des dommages environnementaux durables, notamment la déforestation et la mauvaise gestion d'écosystèmes fragiles¹¹¹.

104. C. Lu et R. Fabbro, « China's Latin American Gold Rush Is All About Clean Energy », Foreign Policy, 27 février 2023, www.foreignpolicy.com.

105. C. R. Salcedo, « China's Influence in LatAm Is Fueled by Billions of USD in Investments », Bloomberg, 29 septembre 2021, www.bloomberglia.com.

106. P. Mena, « China's Engagement in Latin America: Views from the Region. A look at the Challenges of Understanding and Responding to China's Increasingly Complex Relationships in Latin America », Notice sur l'Équateur, USIP, 8 août 2022, www.usip.org.

107. A. Borquez, F. Muñoz, D. Leiva, « The Growing Chinese Economic Presence in Chile: Opinions Among the Chilean Elite », *op. cit.*, p. 132. C'est également le cas au Mexique : V. Hilaire, « Exclusive: China's Ganfeng Indefinitely Postpones Mexican Lithium Target Date Amid Gov't Spat », Reuters, 9 novembre 2023, www.reuters.com.

108. V. Bros et M. Forget, « Géoeconomie du lithium », *op. cit.*, p. 92.

109. « La société chinoise Tsingshan va investir 233 millions de dollars dans le lithium : Président chilien », *Zone Bourse*, 16 octobre 2023, www.zonebourse.com.

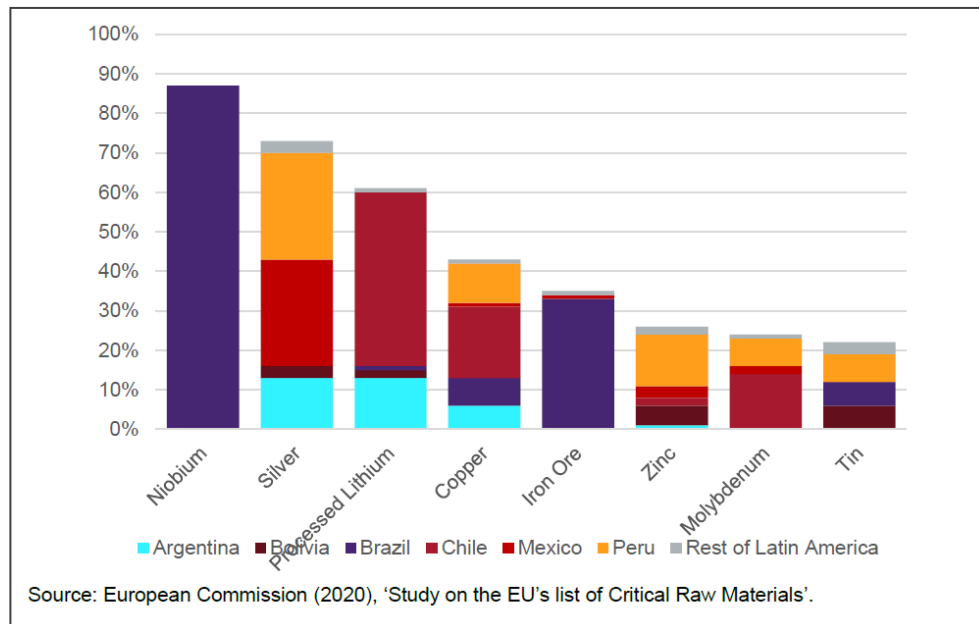
110. « China EV Maker BYD to Build \$290 Million Battery Component Plant in Chile », Reuters, 21 avril 2023, www.reuters.com.

111. En Équateur, par exemple, un projet d'exploitation minière de cuivre opéré par la filiale d'une entreprise chinoise d'État a entraîné le déplacement de populations locales, des saisies de terres et des dommages environnementaux. Lire C. Lu, R. Fabbro, « China's Latin American Gold Rush Is All About Clean Energy », *op. cit.* Sur les normes sociales au Pérou, lire J. Kessler, « An Embattled Chinese Mine in Peru Faces its Latest Challenge », *The China Project*, 31 mai 2023, www.thechinaproject.com.

Le réinvestissement européen dans l'accès aux minerais stratégiques

Dans le même temps, l'UE et ses États-membres cherchent à sécuriser leur accès à ces ressources pour assurer la double transition numérique et énergétique. L'Agence internationale de l'énergie (AIE) prévoit une multiplication par 42 de la demande mondiale de lithium d'ici 2050. Essentiel à la fabrication des batteries, le lithium est au cœur de la mobilité et du stockage de l'énergie, des capacités vitales pour atteindre les objectifs de l'UE en matière de décarbonation¹¹².

Importations de certains minéraux stratégiques en provenance d'Amérique latine vers l'UE (pourcentage de l'approvisionnement total de l'UE en 2019)



Source : G. Escribano et I. Urbasos, « Why Latin America Matters to the EU on Energy: Diversification, Transition Partners and New Value Chains », *Elcano Royal Institute*, 30 mars 2023, p. 8.

Pour relever ces défis, la Commission européenne a proposé en mars 2023 la loi sur les matières premières critiques (CRMA), qui vise à garantir l'accès de l'UE aux matières premières essentielles. C'est dans ce cadre que l'UE a mis en place ou renforcé ses partenariats dans le domaine des minerais critiques avec six pays, dont l'Argentine et le Chili visant également à soutenir les industries locales d'extraction et de transformation, en respectant des normes environnementales et sociales

112. L. Miailhes et A. Glencross, « Loi européenne sur les métaux critiques : moins de dépendance, mais des questions en suspens », *La Tribune*, 5 décembre 2023, www.latribune.fr.

strictes¹¹³. En mai 2023, le gouvernement français a mis en place un fonds d'investissement visant à assurer ses propres approvisionnements en métaux critiques¹¹⁴.

Le partenariat dans le domaine des minerais critiques est central dans la nouvelle dynamique de rapprochement stratégique entre l'UE et l'Amérique latine amorcée en 2023¹¹⁵. La présidence espagnole du Conseil de l'UE au second semestre 2023 en a fait une priorité, symbolisée par le Sommet UE-CELAC (États d'Amérique latine et des Caraïbes) de juillet 2023, le premier depuis huit ans¹¹⁶. La présidente de la Commission, Ursula von der Leyen, s'était auparavant rendue en juin 2023 au Brésil, au Mexique, en Argentine et au Chili, annonçant un investissement de 45 milliards d'euros d'ici 2027 pour la région CELAC à travers son programme Global Gateway (principalement dans l'énergie propre, les matières premières critiques, la santé ou encore l'éducation)¹¹⁷.

L'Union s'engage en particulier à créer des chaînes de valeur au niveau local et renforcer les chaînes d'approvisionnement durables des matières premières critiques¹¹⁸. Pour l'Europe, l'enjeu est aussi d'aider ses partenaires à produire leur minerai de manière plus propre, afin qu'ils puissent répondre aux exigences du marché commun en matière de respect des normes environnementales.

L'UE a notamment signé un protocole d'accord avec le Chili (et l'Argentine) pour l'établissement d'un partenariat dans le domaine des chaînes de valeur durables des matières premières¹¹⁹ et le soutien à la filière de l'hydrogène vert. Le Chili souhaite en effet se positionner comme un leader mondial dans la production et l'exportation d'hydrogène vert. Des prêts importants devraient être concédés pour soutenir l'industrie de l'hydrogène renouvelable au Chili, notamment dans le cadre du programme Euroclimat¹²⁰. Un protocole d'accord est également signé avec

113. J. Seaman, « Minerais critiques : une diversification problématique », *Politique étrangère*, vol. 88, n° 4, 2023, p. 75.

114. *Ibid.* et G. Estrada, « Conséquences stratégiques de la guerre en Ukraine pour l'Amérique latine », *op. cit.*, p. 10.

115. J. Lopez, « Construire l'alliance : l'Union européenne et l'Amérique latine en 2023 », *op. cit.* ; F. Schmitt, « L'Europe relance péniblement ses relations avec l'Amérique Latine et les Caraïbes », *Les Échos*, 18 juillet 2023, www.lesechos.fr.

116. Sommet UE-CELAC, 17-18 juillet 2023, www.consilium.europa.eu.

117. EU-LAC Global Gateway Investment Agenda, www.international-partnerships.ec.europa.eu.

118. « La Commission présente le programme d'investissement "Global Gateway" avec l'Amérique latine et les Caraïbes (ALC) », Communiqué de presse, 17 juillet 2023, www.ec.europa.eu ; « Sommet UE-CELAC : L'UE et l'Argentine intensifient leur coopération en matière de transition vers une énergie propre et de sécurité énergétique », Communiqué de presse, 17 juillet 2023, www.ec.europa.eu.

119. « Global Gateway : l'Union européenne et le Chili renforcent leur coopération dans le domaine des chaînes d'approvisionnement durables en matières premières critiques », Communiqué de presse, 18 juillet 2023, www.ec.europa.eu.

120. « Sommet UE-CELAC : vers un partenariat plus étroit, renforcé et renouvelé entre les deux régions », 19 juillet 2023, www.france.representation.ec.europa.eu.

l'Équateur pour renforcer la coopération en matière de développement durable, et ouvre la voie à un accord politique global¹²¹.

La France agit à travers l'Agence française de développement (AFD) et de sa filiale dédiée au secteur privé Proparco, qui ont engagé, en 2020, 2 milliards d'euros en Amérique latine sur des partenariats liés à la transition énergétique et climatique¹²². L'AFD consacre 70 % des financements dans la zone en faveur du climat, ce qui a permis d'appuyer l'élaboration de la stratégie colombienne de décarbonation 2050.

Les atouts de la France et de l'UE : normes ambitieuses, transfert de technologie

Les acteurs européens jouent déjà un rôle prépondérant dans la transition énergétique en Amérique latine, depuis plus d'une dizaine d'années. Depuis 2011, les entreprises européennes représentent 75 % des investissements directs dans les énergies renouvelables vers les pays du CELAC, avec des sociétés d'électricité espagnoles, italiennes et françaises (ERAMET) jouant un rôle clé¹²³. L'entreprise française a d'ailleurs annoncé en novembre 2023 l'acquisition d'un ensemble de concessions minières de lithium au Chili pour un paiement initial de 95 millions de dollars¹²⁴.

Les investissements européens se distinguent par des normes élevées en matière de responsabilité sociale et environnementale, ainsi que par le transfert de technologie, contrairement à d'autres investisseurs tels que la Chine et les États-Unis.¹²⁵ La France cherche à mettre en place des partenariats technologiques, par le développement des *hubs* et des communautés *French tech* (Brésil, Chili, Argentine), et de coopérations universitaires et scientifiques pérennes. Le lien entre recherche et production, *via* l'innovation, constitue une priorité¹²⁶.

Plus largement, un domaine de coopération EU-CELAC prometteur est le partage de techniques de transformation plus propres, d'images satellites pour faciliter la prospection de ressources, voire la mise à disposition de dispositifs de *blockchain* pour sécuriser la traçabilité des minerais¹²⁷.

121. « Ecuador: Signature of Memorandum of Understanding for Stronger Bilateral Relations with the EU », Service européen pour l'action extérieure (EEAS), 17 juillet 2023, www.eeas.europa.eu.

122. C. Ventura, « Union européenne/Amérique latine : quelles coopérations après la COP26 sur le climat ? », *op. cit.*, p. 8-9.

123. V. Bros et M. Forget, « Géoeconomie du lithium », *op. cit.*, p. 96.

124. « Eramet : acquisitions de concessions minières de lithium au Chili, projets à l'étude en Alsace », *Capital*, 14 novembre 2023, www.capital.fr.

125. G. Escribano et I. Urbasos, « Why Latin America Matters to the EU on Energy: Diversification, Transition Partners and New Value Chains », *Elcano Royal Institute*, 30 mars 2023, p. 6, www.realinstitutoelcano.org.

126. Voir la page Amérique du Sud du site du ministère des Affaires étrangères : www.diplomatie.gouv.fr.

127. J. Seaman, « Minerais critiques : une diversification problématique », *op. cit.*, p. 77.

Dans cette perspective, le Chili est un partenaire unique pour tester de nouvelles techniques d'extraction, transformation et recyclage des métaux plus propres. L'entreprise française Blue Solutions (groupe Bolloré) possède une technologie de batterie solide qui se fabrique essentiellement avec du lithium (presque sans nickel ni cobalt, absent du sous-sol chilien), et pourrait devenir un partenaire intéressant pour le Chili. Les entreprises européennes attendent toutefois que le gouvernement chilien clarifie certains points clés de sa stratégie nationale du lithium pour pouvoir renforcer leur engagement dans le pays¹²⁸.

Un exemple concret de la coopération scientifique et technologique entre l'UE et le Chili est le *hub* de données Copernicus hébergé par l'Université du Chili. Ce *hub* permet aux utilisateurs chiliens d'accéder à des données gratuites et ouvertes fournies par les satellites Sentinel de la constellation Copernicus. La nouvelle Alliance numérique UE-CELAC, avec un budget estimé de 4 millions d'euros, permettra d'améliorer l'utilisation de ce programme au niveau régional pour le changement climatique, la gestion des risques, l'aménagement du territoire, l'évaluation du potentiel solaire et éolien, entre autres¹²⁹.

128. Hubert Porte, interviewé par L. de Catheu et F. Zemmouche, « Lithium chilien : comprendre la stratégie de Boric », *Le Grand Continent*, 10 janvier 2024, www.legrandcontinent.eu.

129. « Chile: a Country and a Time of Opportunities », EEAS, 28 avril 2022, www.eeas.europa.eu.

Conclusion

L'intérêt d'inclure les pays du Pacifique latin au sein d'une stratégie indopacifique rénovée est de remettre ces pays sur le radar diplomatique de la France. C'est également une manière de l'inclure dans une vision stratégique pour la France, dans la région, mais aussi plus largement, dans le nouvel ordre international en formation. C'est enfin plus prosaïquement une manière de débloquer des moyens supplémentaires à dédier à cette zone encore trop délaissée.

La France pourrait ainsi se positionner aux côtés de l'UE qui a réinvesti sa relation avec les pays d'Amérique latine, en mettant en valeur ses atouts et avantages comparatifs : son image positive, ses entreprises et ses technologies dans des domaines clés, son rôle dans la sécurité maritime et climatique, la gouvernance des communs, sa présence dans le Pacifique insulaire et en Antarctique.

Recommandations pour la France

Réinvestir le Pacifique latin

- ▀ Réengager les pays de la façade pacifique de l'Amérique du Sud sur les plans bilatéral, interrégional et multilatéral dans les champs de convergence que sont la défense de l'ordre international basé sur des règles, du multilatéralisme et de la souveraineté, l'engagement pour le climat et l'environnement, la coopération maritime et scientifique sur le théâtre indopacifique, et plus modestement, le théâtre antarctique.
- ▀ La France et l'Europe doivent parier sur leurs atouts : les valeurs démocratiques et libérales, largement partagées par ces pays et qui les rendent suspicieux face au « modèle chinois » et un positionnement privilégiant l'autonomie pour défendre leurs intérêts au sein de la rivalité sino-américaine.
- ▀ Promouvoir des visites officielles de haut niveau dans les pays de la région pour envoyer un signal fort. Une tournée diplomatique de l'ambassadeur de la France pour l'Indo-Pacifique pourrait être envisagée.
- ▀ Renforcer le réseau diplomatique et de défense dans la zone, dont les acteurs sont les premiers capteurs des transformations sur le terrain.

- Structurer et institutionnaliser les relations bilatérales afin de les ancrer dans la durée et de les rendre résilientes face aux changements politiques locaux.
- Envisager un ajustement des zones de responsabilité des commandements militaires français dans la zone Pacifique qui puisse permettre à ALPACI de dédier plus de ressources et de temps au Pacifique central et oriental, et porter une attention accrue aux partenaires d'Amérique latine¹³⁰.
- Renforcer les capacités de surveillance maritime des pays du Pacifique latin, en tirant parti de la relation de confiance établie entre les acteurs maritimes français et péruviens. L'affectation d'un coopérant à l'IFC de Lima servirait utilement cet objectif, tout comme la tenue de patrouilles conjointes à l'occasion d'escales. La mise en place d'accords-cadres sur le partage d'information *white* et/ou *black shipping* est également une piste à explorer, ainsi que des accords de *shipriding*.
- Au-delà du contrôle des pêches, la lutte contre le trafic de drogues et la réponse aux catastrophes naturelles s'imposent comme domaines prometteurs pour la coopération, ainsi que la mise en place et la protection des infrastructures marines stratégiques, en particulier les câbles sous-marins. La Polynésie française émerge comme un point de passage quasi obligé des câbles reliant l'Amérique à l'Asie. L'Antarctique est un autre théâtre de coopération commun entre la France et certains pays latino-américains comme le Chili, le Pérou et l'Argentine.
- Mieux valoriser la présence et les actions des secteurs public et privé français dans la région, qui restent trop peu connues. La France figure parmi les dix premiers investisseurs en Amérique latine et l'un des principaux employeurs étrangers. La relance de l'investissement public dirigé par l'AFD et sa filiale Proparco pourrait favoriser le renforcement du secteur privé, à l'instar de ce qui s'est produit au cours du quinquennat de François Hollande, d'autant que les pays d'Amérique latine souhaitent aujourd'hui faciliter l'installation des entreprises françaises qui diversifient leurs implantations¹³¹.
- Se mobiliser de manière proactive au sein de l'UE pour soutenir un rapprochement avec ces pays.

130. Voir J. Bachelier et C. Pajon, « La France dans l'Indo-Pacifique. Pour une posture stratégique pragmatique », *op. cit.*, p. 68-71.

131. M. Montoya, « L'Amérique latine fait les yeux doux aux entreprises françaises », *Le Monde*, 11 juin 2022, www.lemonde.fr.

Encourager l'intégration de la façade Pacifique de l'Amérique latine à l'Indo-Pacifique

- ▀ Participer à la réflexion stratégique des pays du Pacifique latin : l'approche française est perçue favorablement et un engagement de la part de la France dans ce sens renforcerait son influence. Un dialogue Track 2 ou Track 1.5 sur l'Indo-Pacifique pourrait être mis en place pour soutenir cet effort.
- ▀ Valoriser le rôle de la Polynésie française comme voisin le plus proche du Pacifique latin et potentiel *hub* entre Asie et Amérique latine.
- ▀ Soutenir l'intégration ou l'association des pays du Pacifique latin aux initiatives de coopération régionale dans le domaine de la sécurité maritime, changement climatique et biodiversité, la connectivité et la coopération scientifique et universitaire. En particulier, la France devrait renforcer sa coopération bilatérale avec le Chili dans le cadre de la préparation des réunions du SPDMM et de la mise en œuvre de ses communiqués.
- ▀ Jouer le rôle de facilitateur dans les relations des pays du Pacifique latin avec les partenaires stratégiques de la France dans la région, notamment l'Inde ou l'Australie.
- ▀ Renforcer la coopération dans la recherche scientifique sur l'Antarctique et les effets du changement climatique, en association avec l'Australie par exemple. Promouvoir les visites d'inspection des bases d'États tiers en Antarctique, possiblement conduites de manière conjointe avec nos partenaires latino-américains.
- ▀ Soutenir la proposition chilienne dans le cadre du dernier SPDMM de mise en réseau des principales institutions de recherche stratégique et maritimes des pays membres.

Les dernières publications des *Asie.Visions*

- Seungjoo Lee et Sangwoo Shin, [« Evolution and Dynamics of the Space Industry in South Korea »](#), *Asie.Visions*, n° 137, Ifri, janvier 2024.
- Marc Julienne, [« La Chine dans la course à l'orbite basse - Perspectives sur la future constellation internet Guowang »](#), *Asie.Visions*, n° 136, avril 2023.
- Françoise Nicolas, [« Reshuffling Value-Chains: South Korea as a Case Study »](#), *Asie.Visions*, n° 135, avril 2023.
- Céline Pajon, [« Japan and the Pacific Islands Countries. Longstanding Strategic Interests, Recent Strategic Engagement »](#), *Asie.Visions*, n° 134, mars 2023.
- Jaewoo Choo, [« South Korea and IPEF: Rationale, Objectives and the Implications for Partners and Neighbors »](#), *Asie.Visions*, n° 133, février 2023.
- Sarah Mohamed-Gaillard, [« La Calédonie dépasse la Calédonie – Ancrage régional et perspectives interationales d'un Outre-mer français »](#), *Asie.Visions*, n° 132, décembre 2022.
- Nicolas Péné, [« L'industrie de défense indienne. Une géographie en mutation au service d'une affirmation nationale »](#), *Asie.Visions*, n° 131, décembre 2022.
- Marc Julienne et Constantin Lagrault, [« Modernisation de l'Armée populaire de libération : le facteur humain »](#), *Asie.Visions*, n° 130, Ifri, octobre 2022.
- John Lee, [« Cyberspace Governance in China: Evolution, Features and Future Trends »](#), *Asie.Visions*, n° 129, Ifri, juillet 2022.
- Sophie Boisseau du Rocher, [« Élections aux Philippines : les enjeux d'un retour du clan Marcos »](#), *Asie.Visions*, n° 128, Ifri, juin 2022.
- Roy Lee, [« Implications of the Global Supply Chain Reform: A Taiwanese Perspective »](#), *Asie.Visions*, n° 127, Ifri, mai 2022.
- Seonjou Kang, [« South Korea and France's Indo-Pacific Strategies: Potential Partnership and Challenges »](#), *Asie.Visions*, n° 126, Ifri, décembre 2021.



27 rue de la Procession 75740 Paris cedex 15 – France

Ifri.org